

MEDEF Actu-Eco - n° 279

Semaine du 6 au 10 mars 2017



SOMMAIRE



FRANCE

1. **Emploi salarié marchand non agricole au quatrième trimestre 2016** : +64 400 postes et +187 200 sur un an, perte de 262 500 emplois depuis le premier trimestre 2008
2. **Balance commerciale en janvier 2017** : déficit mensuel historique de -7,9 milliards d'euros, dégradation de -45 à -54 milliards d'euros sur 12 mois en glissement annuel
3. **Immatriculations de voitures neuves en février 2017** : -1,1 % sur un mois, +1,9% en glissement annuel pour les trois derniers mois connus, recul des marques françaises
4. **Focus sur le tissu productif** : 3,8 millions d'entreprises dans le secteur marchand non agricole en 2013 dont 96% de microentreprises et 3,7% de PME

INTERNATIONAL

5. **Hausse des prix dans la zone euro en février 2017** : hausse sur un an de +2% qui est la cible de la BCE et stabilité de l'inflation sous-jacente à +0,9%
6. **Climat des affaires aux Etats-Unis en février 2017** : accélération de l'activité dans tous les secteurs
7. **Tendances récentes des marchés** : remontée des taux à 10 ans français et allemand, baisse de l'or

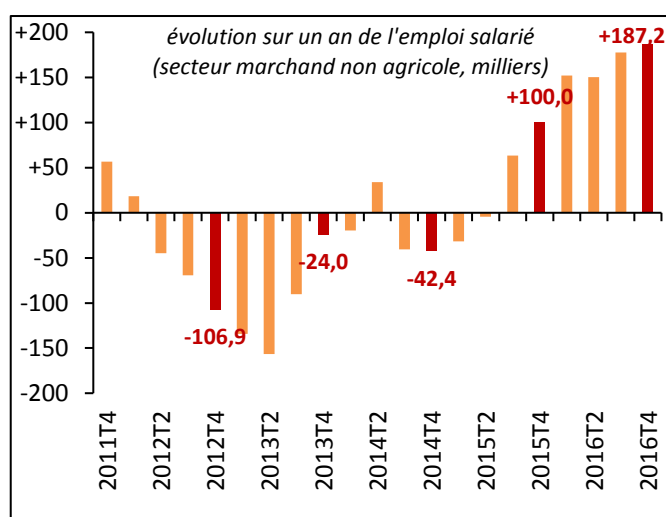
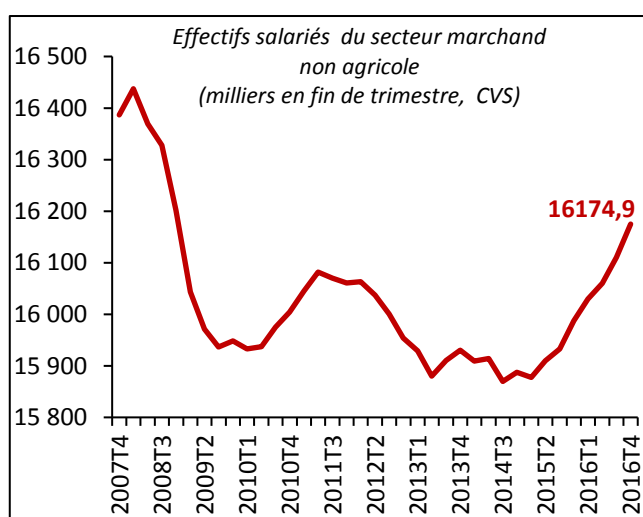
1. Emploi salarié marchand non agricole au quatrième trimestre 2016 : **+64 400 postes et +187 200 sur un an, perte de 262 500 emplois depuis le premier trimestre 2008**

*Selon la nouvelle estimation que l'INSEE vient de publier, **les effectifs salariés du secteur marchand non agricole se sont élevés à 16 174 900 au quatrième trimestre 2016**, en progression de +64 400 postes (+0,4%) par rapport au troisième trimestre où ils avaient augmenté de +50 400.

Cette progression est imputable à celle dans le secteur tertiaire marchand (+72 100, dont +37 500 dans l'intérim qui explique 58% des créations d'emplois). L'emploi a reculé de -5 500 dans l'industrie (-0,2%, comme au trimestre précédent)

et légèrement diminué dans la construction (-0,2%, soit -2 200).

***Sur un an**, les effectifs salariés ont progressé de **+1,2%, soit +187 200** (+117 000 hors intérim). Cette progression recouvre un accroissement dans les services et les commerces (y compris l'intérim qui a augmenté de +11,8%), une nouvelle baisse dans l'industrie et dans la construction. Cette augmentation des effectifs en 2016 est presque le double de celle enregistrée en 2015 (+100 000), après trois années successives de contraction.



Source : INSEE

* **Sur plus longue période, les entreprises ont perdu -262 500 emplois salariés par rapport au point haut du premier trimestre 2008.** Au cours de la période, les commerces et services (hors

intérim) ont accru leurs effectifs de +412 100. Cette augmentation n'a pas compensé le recul de l'emploi dans l'industrie (-482 000) et dans le secteur de la construction (-192 300).

Effectifs salariés dans le secteur marchand non agricole au quatrième trimestre 2016

En milliers	Nombre	Evolution en milliers		
		sur 1 trimestre	sur 1 an	depuis 2008 T1
Ensemble, dont :	16174,9	+64,4	+187,2	-262,5
Intérim	653,2	+37,5	+70,2	-20,9
Ensemble hors intérim, dont :	15521,7	+26,9	+117,0	-241,6
Industrie	3103,9	-5,5	-24,9	-482,0
Construction	1305,9	-2,1	-10,8	-192,3
Tertiaire hors intérim, dont :	11111,9	+34,5	+152,7	+432,7
.Services marchands	8060,2	+29,1	+132,8	+433,8
.Commerce, réparation automobile	3051,7	+5,4	+19,9	-1,1

Source : INSEE

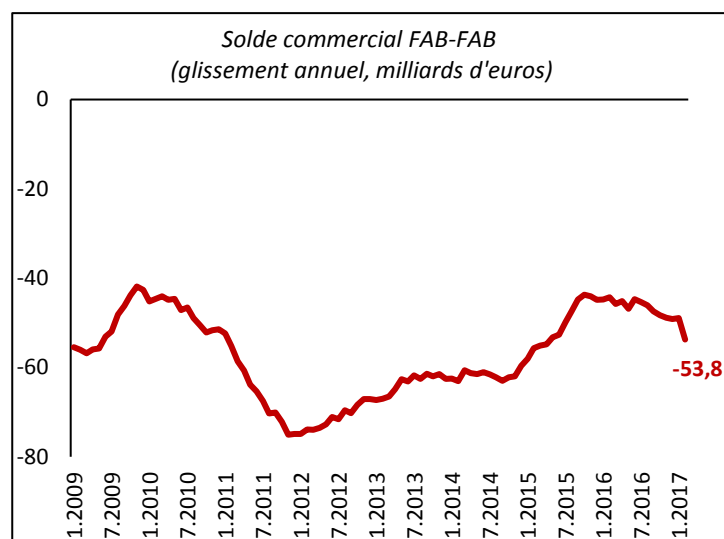
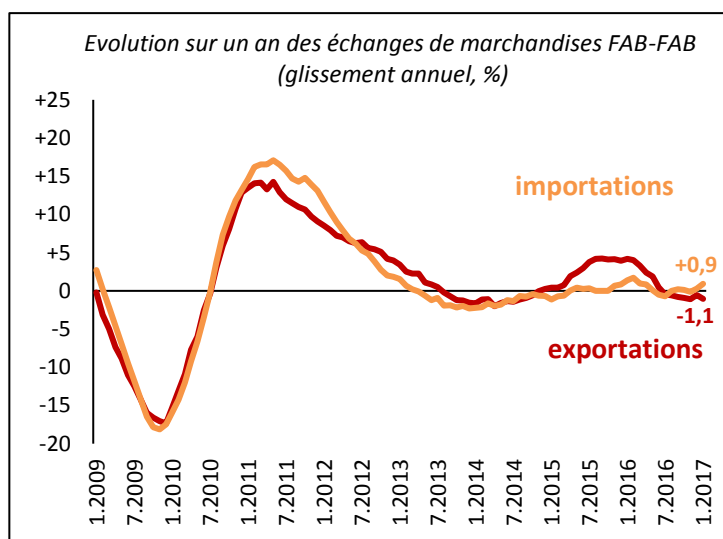
2. Balance commerciale en janvier 2017 : déficit mensuel historique de - 7,9 milliards d'euros, dégradation de -45 à -54 milliards d'euros sur 12 mois en glissement annuel

**En janvier 2017, le déficit FAB-FAB des échanges de marchandises s'est creusé de 4,4 milliards d'euros données CVS-CJO, après s'être réduit de 1,1 milliard en janvier. Il passe ainsi de -3,6 à -7,9 milliards d'euros, niveau jamais atteint. Cette dégradation résulte:*

- de la **chute des exportations** (-7,7%, après +4% en décembre et +5,2% en novembre), due au très bas niveau des ventes d'Airbus, contrecoup des livraisons élevées du mois précédent ;
- de la **poursuite de la hausse des importations** (+2,9%, après +1% en décembre et +3% en

novembre), soutenue notamment par un « pic » d'importations de certains produits pharmaceutiques et un redémarrage à la hausse d'achats d'hydrocarbures naturels (remontée des prix du pétrole).

** Au-delà des variations mensuelles, en cumul sur douze mois, le déficit commercial s'est établi à -53,8 milliards d'euros en janvier 2017, contre -44,8 milliards d'euros un an plus tôt. Ce creusement du déficit de 9 milliards d'euros s'explique quasiment à part égale par le recul des exportations (-1,1%) et la poussée des importations (+0,9%).*



Source : Douanes

** En données FAB-CAF (celles retenues pour une analyse sectorielle et géographique des échanges), le déficit commercial est passé de -5,2 à -9,2 milliards d'euros entre décembre 2016 et janvier 2017. La détérioration a été forte pour le secteur aéronautique qui demeure très légèrement excédentaire et pour la balance des échanges de l'industrie pharmaceutique passée de l'excédent au déficit. Le déficit énergétique se creuse à nouveau. L'évolution a été défavorable pour les machines industrielles et les métaux (hausse des achats), les produits chimiques (baisse des ventes), les équipements électriques (hausse des achats et baisse des*

ventes). Géographiquement, la balance se détériore vis-à-vis de toutes les zones.

Toujours en données FAB-CAF, le solde commercial en cumul sur douze mois est passé de -62,6 milliards d'euros en janvier 2016 à -71,2 milliards d'euros en janvier 2017.

- par secteur :
 - **dégradation du déficit manufacturier** (hors IAA et produits pétroliers raffinés) de -37,9 à -46,5 milliards d'euros (stagnation des exportations, +2,4% pour les importations);

- ***réduction de l'excédent agroalimentaire*** de +9,1 à +5,6 milliards d'euros (-2,8 % pour les exportations, +3,5% pour les importations) ;
- ***réduction du déficit énergétique*** de -38,7 à -33,1 milliards d'euros (contraction de – 8 milliards d'euros des importations liée à la baisse des cours du pétrole) ;
- par zone géographique :
 - ***aggravation du déficit avec l'Union européenne*** de -28,1 à -31,7 milliards d'euros (stagnation des exportations, accroissement des importations). La dégradation est moindre avec la zone euro ;
 - ***creusement du déficit avec l'Asie***, de -30,4 à -32 milliards d'euros, imputable à la baisse de -2,3% des exportations;
 - ***réduction du déficit avec l'Europe hors UE*** de -5,6 à -4,8 milliards d'euros;
 - quasi ***disparition de l'excédent avec l'Amérique*** (+0,1 milliard d'euros) ;
 - ***réduction de l'excédent commercial avec le Proche et Moyen Orient*** de 6 à 5 milliards d'euros (recul plus marqué des exportations que des importations), ***et effritement de l'excédent avec l'Afrique*** à +5 milliards d'euros (contraction des importations et des exportations).

Solde des échanges de marchandises (cumul sur douze mois, milliards d'euros)

	Janvier 2016	Janvier 2017
Ensemble CAF/FAB (hors matériel militaire)	-62,6	-71,2
Energie	-38,7	-33,1
Industrie manufacturière*	-37,9	-46,5
Agroalimentaire	+9,1	+5,6
Asie	-30,4	-32,0
Union européenne (27 partenaires)	-28,1	-31,7
<i>dont : Zone Euro</i>	-36,2	-38,1
Europe hors Union européenne	-5,6	-4,8
Amérique	+1,6	+0,1
Proche et Moyen-Orient	+6,0	+5,1
Afrique	+5,3	+5,0

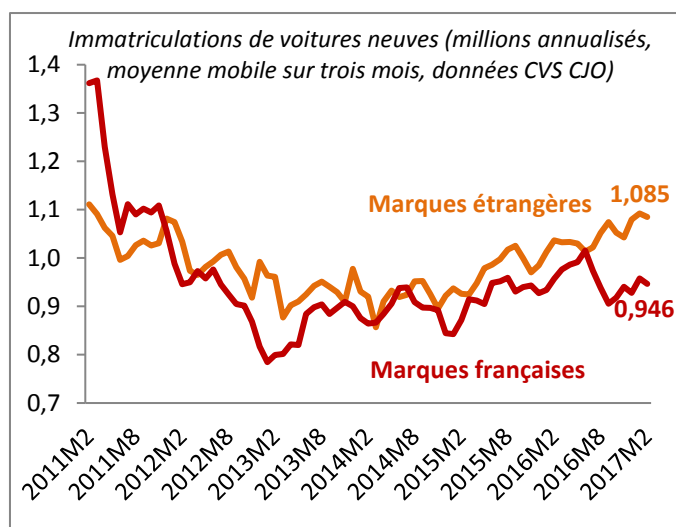
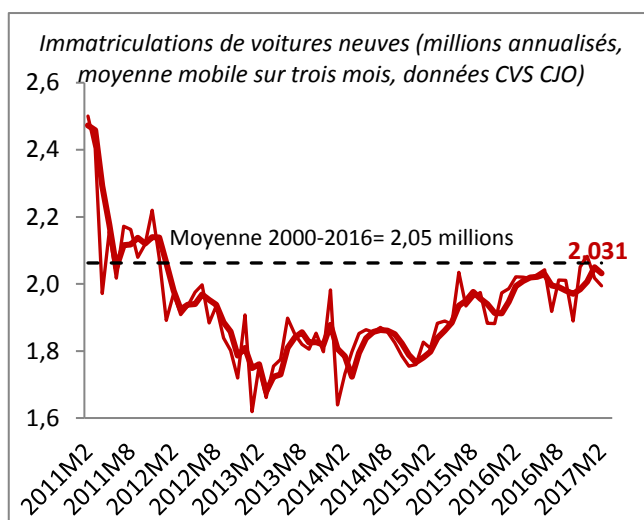
Source : Douanes / (*) hors IAA et produits pétroliers raffinés et coke

3. Immatriculations de voitures neuves en février 2017 : -1,1% sur un mois, +1,9% en glissement annuel pour les trois derniers mois connus, recul des marques françaises

***Les immatriculations de voitures particulières et commerciales neuves, y compris véhicules des domaines et transit temporaire (données cvs-cjo) ont diminué de -1,1% en février 2017**, après -3,1% en janvier. Cette diminution trouve son origine dans la très forte contraction des immatriculations de voitures de marques françaises (-5,9%, après +5,3% en janvier). Au

contraire, les immatriculations ont rebondi de +3,4% (-9,9% en janvier).

***En glissement sur douze mois, le nombre des immatriculations a baissé de -1,3%** (-5,4% pour les voitures de marques françaises, +2,6% pour les voitures de marques étrangères).



Source : CCFA – Calculs Coe-Rexecode

***En moyenne, les immatriculations des trois mois décembre 2016 - février 2017, ont progressé de +2,4% par rapport aux trois mois précédents.** Cette augmentation est imputable davantage à celle des immatriculations de marques étrangères (+4%) qu'à celle de marques françaises (+0,6%). Les marques françaises représentent désormais 46,3% des immatriculations (48,4% un an plus tôt). En glissement annuel, les immatriculations des trois derniers mois connus s'inscrivent en hausse

de +1,9% (+4,7% pour les marques étrangères et -1,1% pour les marques françaises).

***Le marché automobile français a été moins dynamique ces trois derniers mois que le marché automobile de la zone euro.** En particulier, les immatriculations ont augmenté de +5,8% par rapport aux trois mois précédents en Allemagne (+3,5% en glissement sur un an) et de +4,8% en Italie (+9,8% en glissement annuel).

4. Focus sur le tissu productif : 3,8 millions d'entreprises dans le secteur marchand non agricole en 2013, dont 96% de microentreprises et 3,7 % de PME

* L'édition 2017 du *Tableau de l'économie française* que l'INSEE vient de publier présente une photographie du tissu productif en France à la fin 2013, sur la base des **quatre catégories d'entreprises** définies par la loi de modernisation de l'économie (LME) de 2008 :

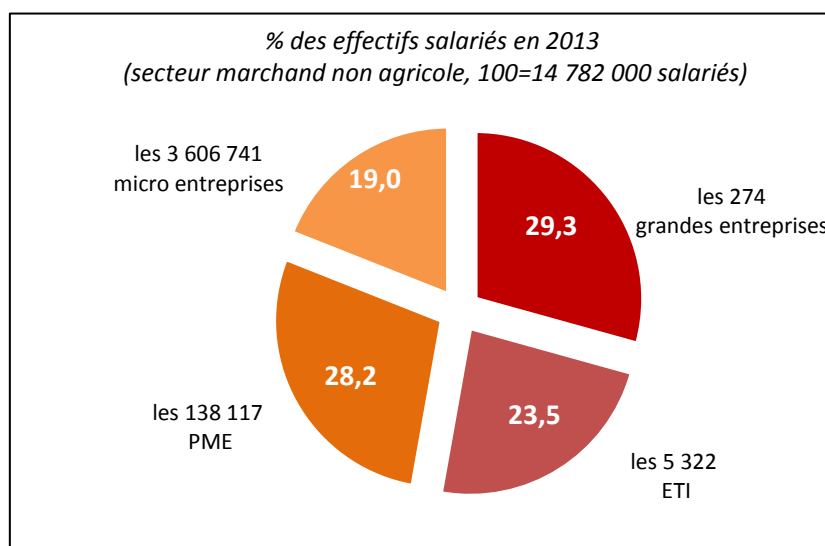
-les *grandes entreprises* : 5000 salariés et plus ou bien chiffre d'affaires supérieur à 1,5 milliard d'euros ou total de bilan supérieur à 2 milliards d'euros ;

-les *ETI* : 250 à 4 999 salariés ; chiffre d'affaires inférieur à 1,5 milliard d'euros ou total de bilan inférieur à 2 milliards d'euros ;

-les *PME* : 10 à 249 salariés ; chiffre d'affaires inférieurs à 50 millions d'euros ou total de bilan inférieur à 43 millions d'euros ;

-les *microentreprises* : moins de 10 salariés ; chiffre d'affaires ou bilan qui ne dépasse pas 2 millions d'euro

*En 2013, on dénombre **3,75 millions d'entreprises** dans les secteurs marchands non agricoles, dont 3,66 millions correspondent à une seule unité légale indépendante. Cette définition économique de l'entreprise révèle la **forte concentration du tissu productif**.



Source : *Tableau de l'économie française* (INSEE Références, édition 2017)

*Sur ces 3,75 millions d'entreprises, **274 grandes entreprises emploient 29,3 % des salariés** fin 2013 (4,3 millions). À l'opposé **les 3,6 millions de microentreprises (96% des entreprises) emploient 19% des salariés** (2,8 millions).

Entre ces deux extrêmes, apparaît une **répartition assez équilibrée de l'emploi entre les ETI et les PME** : 5 322 entreprises de taille intermédiaire et 138 117 petites et moyennes entreprises emploient respectivement 24 % et 28 % des salariés.

*Le secteur le plus concentré est celui des activités financières et assurances : 26 grandes entreprises y emploient 79 % des salariés. **Dans les secteurs non financiers, les grandes entreprises dégagent un tiers de la valeur ajoutée**, tandis que les trois autres catégories en réalisent le reste à parts à peu près égales. Ainsi, **56 % de la valeur ajoutée est produite par les grandes entreprises et les ETI qui réalisent aussi 84 % des exportations**.

Les ETI se distinguent par leur **orientation vers l'industrie** et par le **poids des implantations étrangères**. Parmi les 3,5 millions de salariés de l'industrie manufacturière, 33 % sont employés par des ETI. Compte tenu de leur orientation industrielle, les ETI jouent un rôle essentiel dans le commerce extérieur, réalisant 34 % du chiffre d'affaires exporté. Autre caractéristique des ETI, 27 % de leurs effectifs sont sous contrôle de groupes étrangers (12,5 % pour l'ensemble des entreprises),

La majorité des salariés des PME et des microentreprises sont dans les services destinés aux particuliers, ainsi que les activités spécialisées

scientifiques et techniques. Dans la construction, en dépit de la présence d'une dizaine de grandes entreprises, 70 % des salariés sont employés dans des PME et les microentreprises. Les microentreprises comptent 71 % de leurs effectifs salariés dans les activités tertiaires. Les PME comptent en moyenne 27 salariés. La majorité (60 %) ont moins de 20 salariés. Les activités exercées sont plus diversifiées que pour les autres catégories. De ce fait, la structure d'emploi des PME est assez proche de celle de l'ensemble. **Les PME sont surreprésentées** par rapport à l'ensemble **dans la construction et les industries de type traditionnel** (textile, bois, papier et imprimerie, métallurgie...)

Principales caractéristiques des entreprises par catégorie en 2013

	Grandes entreprises	ETI	PME	Microentreprises	Ensemble
répartition en nombre d'entreprises					
nombre	274	5 322	138 117	3 606 741	3 750 454
répartition selon les effectifs (milliers)					
Effectifs salarié au 31/12	4 333	3 473	4 169	2 808	14 782
répartition selon le type de contrôle (milliers de salariés)					
unités légales hors groupes	2	180	1 824	2 689	4 695
groupes français	3 728	2 353	2 054	105	8 240
groupes étranger	603	940	290	14	1 847
répartition selon l'activité (%)					
VA	32,3	24,1	23,0	20,6	100
CA exp	50,3	33,7	12,9	3,0	100
répartition selon les secteurs (milliers de salariés)					
Industrie	32,6	33,2	25,6	8,6	100=3463
Construction	21,4	8,8	36,2	33,6	100=1500
Commerce, transports, hébergement et restauration	29,4	21,3	27,6	21,7	100=5234
Information, communication	39,8	27,2	23,7	9,3	100=691
Activités financières	78,5	10,8	5,3	5,4	100=750
Activités immobilières	4,8	36,9	28,6	29,7	100=205
Activités spécialisées, scientifiques, techniques; services administratifs et de soutien	18,9	24,4	35,7	21,1	100=1884
Enseignements santé humaine et activités sociales, autres	10,8	25,7	34,1	29,5	100=1055
Total	29,3	23,5	28,2	19,0	100=14 782

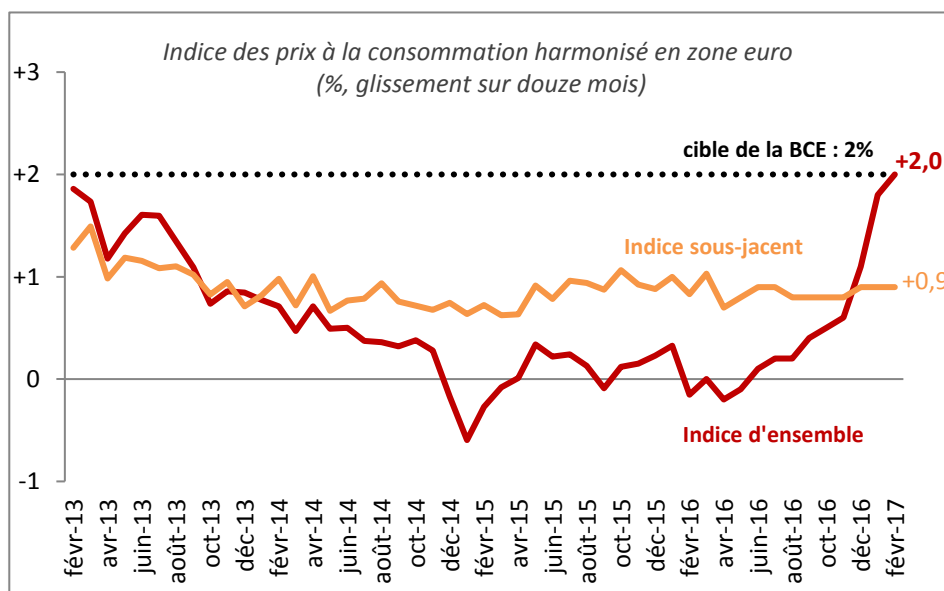
5. Hausse des prix dans la zone euro en février 2017 : hausse sur un an de +2% (cible de la BCE), stabilité de l'inflation sous-jacente à +0,9%

* Selon une première estimation rapide d'Eurostat, **l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) de la zone euro aurait accéléré de +2,0% en variation annuelle en février 2017**, après +1,8% en janvier.

L'inflation aurait ainsi continué d'accélérer pour le neuvième mois consécutif pour atteindre un rythme inédit depuis décembre 2012. **Le taux d'inflation annuel de la zone euro serait désormais au niveau de la cible fixée par la Banque Centrale Européenne.**

L'accélération particulièrement soutenue de l'inflation depuis trois mois s'explique par la remontée des cours du pétrole (le baril de Brent s'échange aux environs des 55 dollars contre moins de 30 dollars un an plus tôt). Selon la première estimation d'Eurostat, les prix de l'énergie auraient progressé de +9,2% en glissement annuel en février, après déjà +8,1% en janvier et +2,6% en décembre.

* **L'indice sous-jacent des prix** a augmenté de +0,9% sur un an, **rythme identique à celui du mois dernier. Ce rythme demeure quasiment inchangé depuis 18 mois.**



Source : Eurostat

* Lors de sa réunion du 09 mars, **la BCE a décidé de maintenir inchangé le cours de sa politique monétaire accommodante.**

Elle souligne en effet dans son communiqué que la dynamique actuelle de l'inflation « reflète principalement une forte hausse des prix de l'énergie, **sans signe satisfaisant pour le moment d'une hausse de l'inflation sous-jacente** ». Selon la BCE, le risque de déflation a « largement disparu », en revanche « un degré substantiel

d'accommodement de la politique monétaire est encore nécessaire pour que les pressions inflationnistes sous-jacentes augmentent et soutiennent l'inflation globale à moyen terme ».

La BCE s'est montrée optimiste dans la communication de ses nouvelles projections : en 2017, le taux d'inflation de la zone euro devrait s'établir à +1,7% (contre +1,3% dans la prévision de décembre), puis de +1,6% en 2018 et de +1,7% en 2019.

6. Climat des affaires aux Etats-Unis en février 2017 : accélération de l'activité dans tous les secteurs

* La dernière enquête de l'*Institute for Supply Management* (ISM), réalisée auprès des directeurs d'achat en **février 2017**, montre **une nouvelle expansion de l'activité**.

* Dans le **secteur manufacturier**, l'indicateur synthétique a continué d'accélérer pour le cinquième mois consécutif, s'établissant à **57,7**, son **plus haut niveau depuis avril 2011**.

Parmi les entreprises sondées, certaines ont pointé « des perspectives très positives pour ce trimestre », du fait de « carnets de commandes bien remplis pour un début d'année ». Pour d'autres, « la demande est toujours supérieure aux capacités de production et d'importants investissements pourraient être faits pour répondre à cet excédent de demande ».

Dans le détail, on constate :

- **une progression sensible des nouvelles commandes sur le marché intérieur** (65,1 après 60,4 en janvier) ainsi que, à un moindre degré, **sur les marchés à l'exportation** (55,0 après 54,5 en décembre) ;
- **des perspectives toujours positivement orientées sur l'emploi**, même si l'indice a baissé par rapport à janvier (54,2 contre 56,1) ;

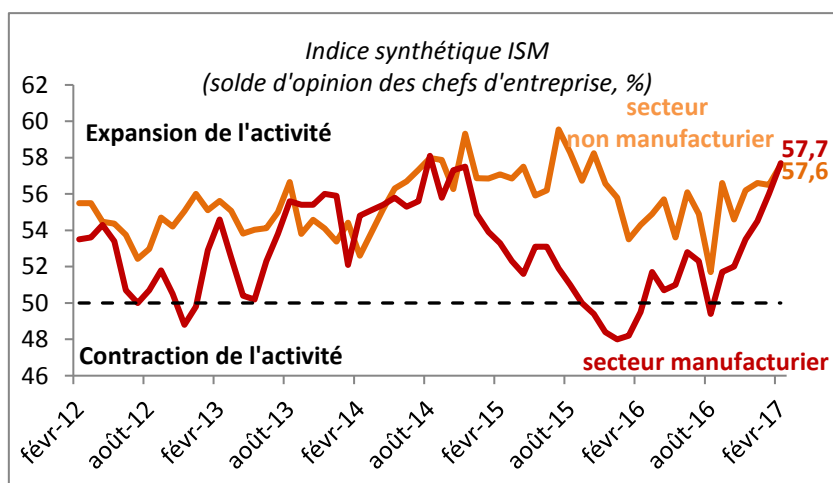
- **une hausse des importations en produits manufacturés** (54 après 50 en janvier).

* Dans le **secteur non manufacturier**, l'activité a continué de progresser, à un rythme plus soutenu qu'en janvier (l'indicateur synthétique s'est établi à 57,6 après 56,5 en janvier). Il s'agit du 85^{ème} mois consécutif d'expansion dans ce secteur.

Certaines entreprises interrogées ont évoqué « un climat des affaires qui demeure solide » et « un premier trimestre qui augure d'une excellente année 2017 ».

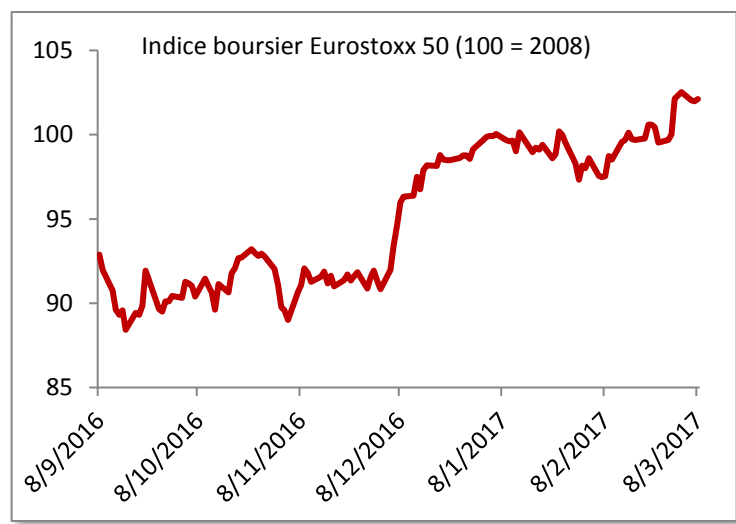
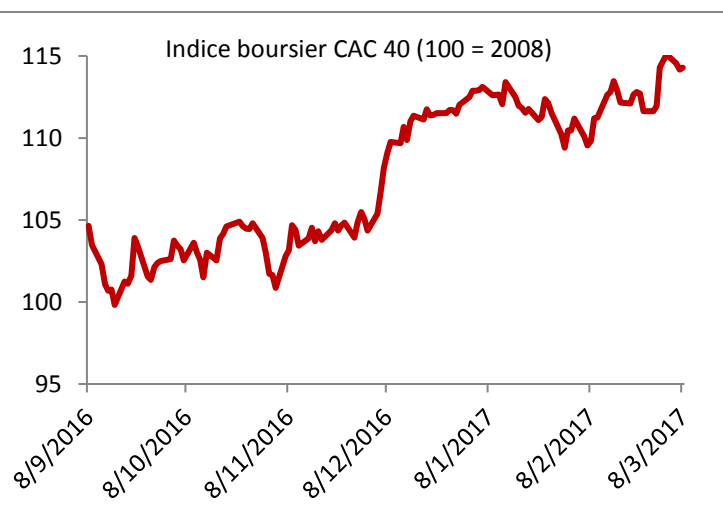
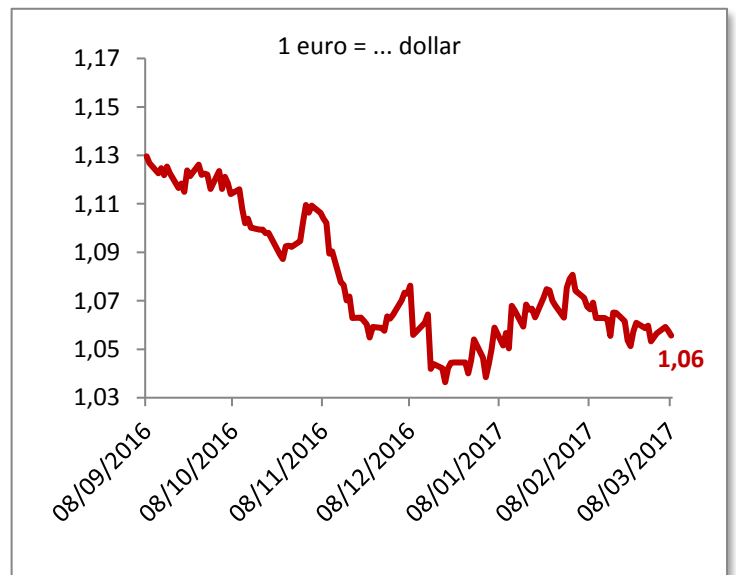
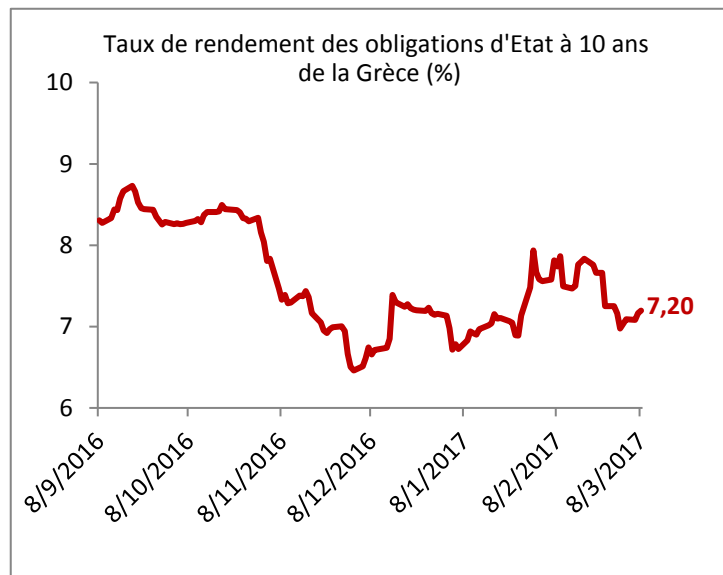
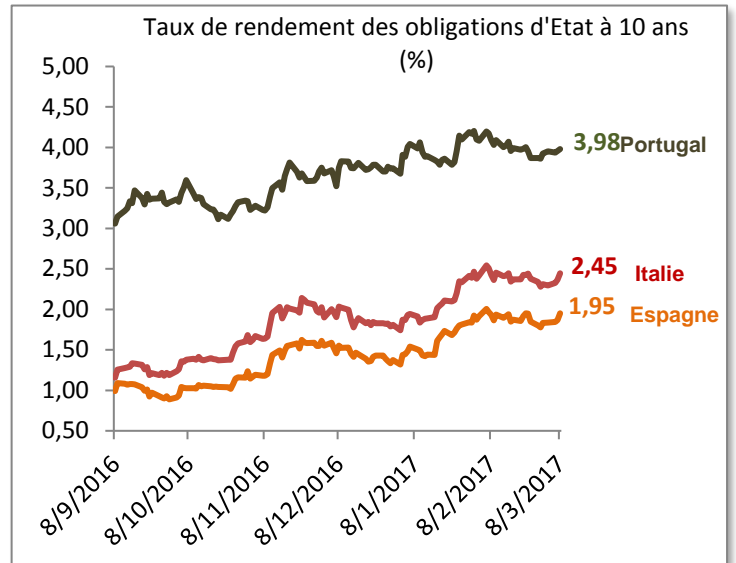
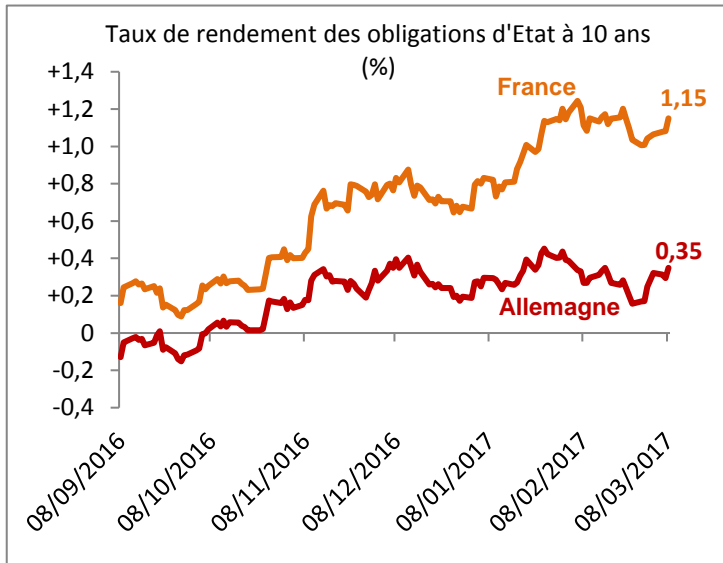
Dans le détail, on note :

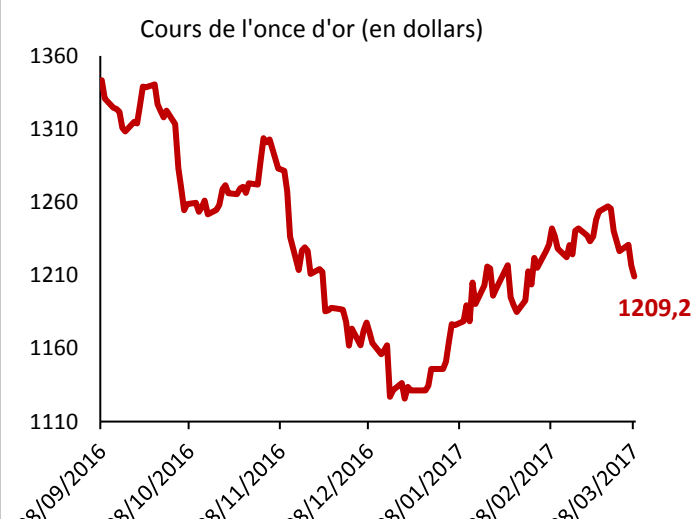
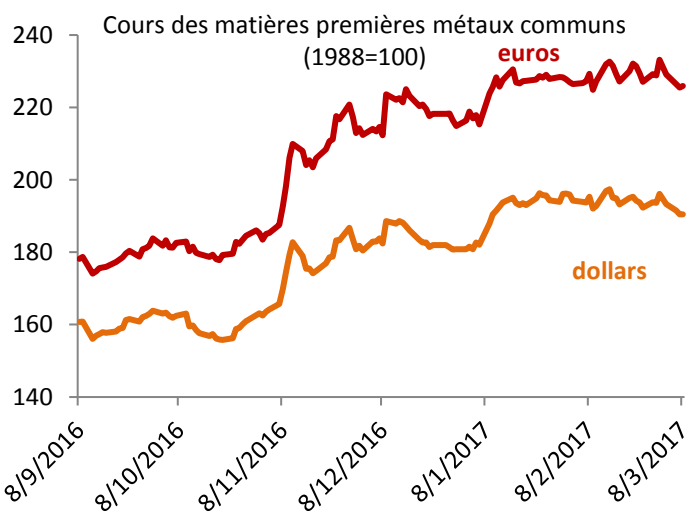
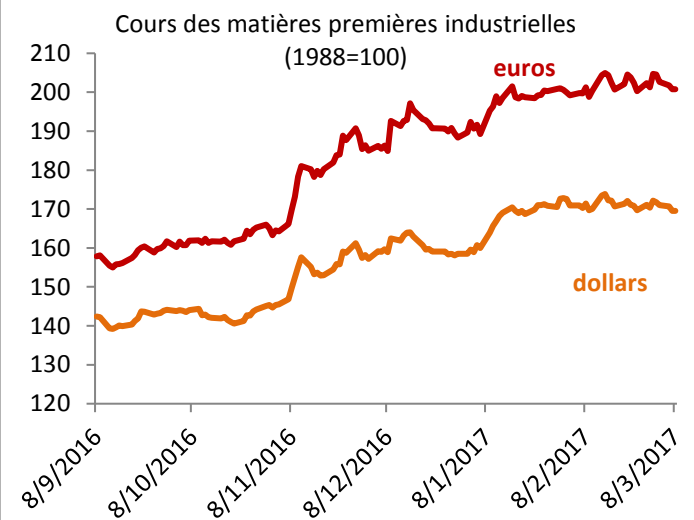
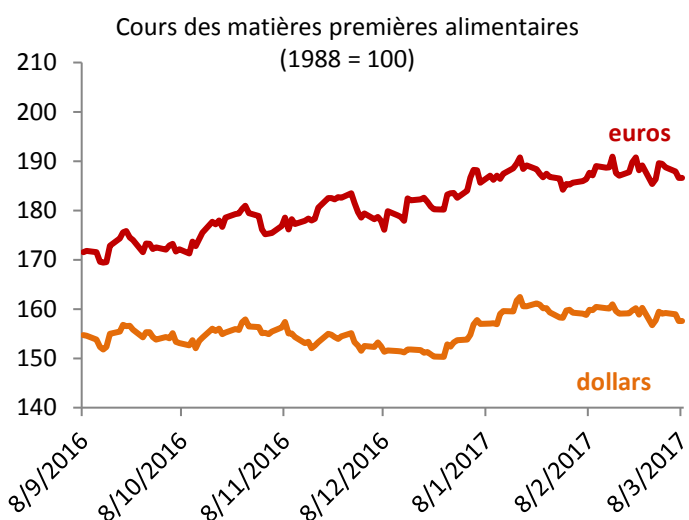
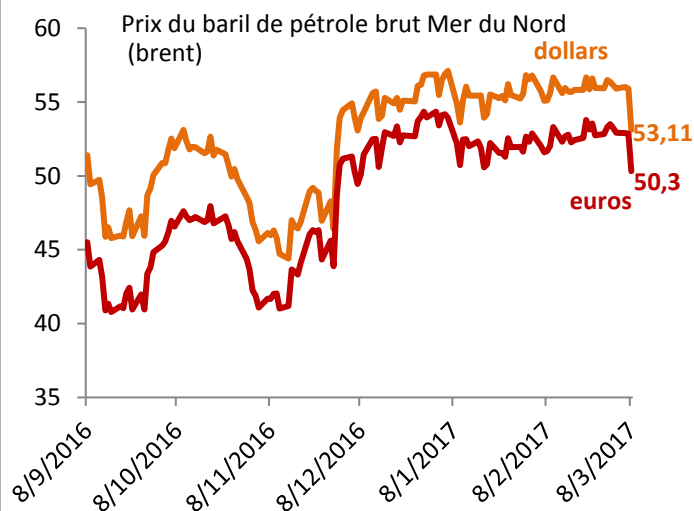
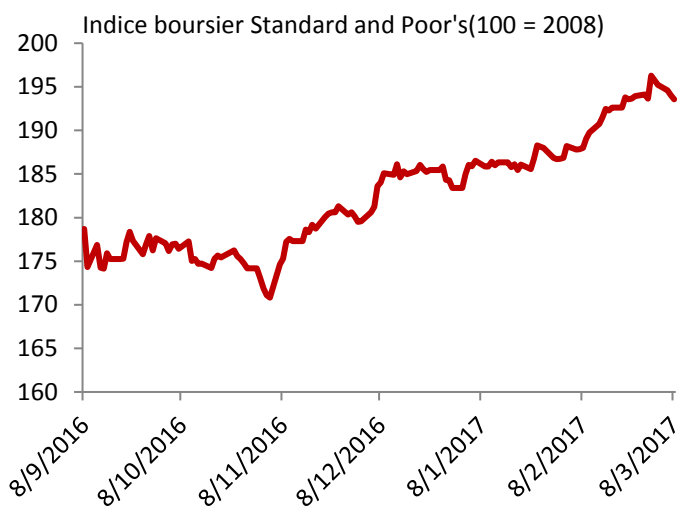
- **une accélération sensible des nouvelles commandes sur le marché intérieur**, après leur ralentissement en janvier (61,2 contre 58,6 le mois précédent et 60,7 en décembre) et **des nouvelles commandes à l'exportation** après la contraction enregistrée en janvier (57,0 contre 48,0)
- **une expansion des importations** moins marquée qu'en janvier (51,0 après 54,0)
- **une nouvelle accélération de la progression des perspectives d'emploi** (55,2 après 54,2).



Source : Institute for Supply Management

7. Tendances récentes des marchés : remontée des taux à 10 ans français et allemand, baisse de l'or





Contact : gde-lavernee@medef.fr // abenhamou@medef.fr

Rédaction achevée le 9 mars 2017

La Météo de l'éco - Prenez la température de l'économie française en quelques clics, avec 30 indicateurs

➤ Connectez-vous sur www.meteodeleco.fr
➤ ou téléchargez l'application gratuitement sur :

